

***Allocution du ministre d'Etat, ministre de l'intérieur, pour  
l'inauguration de la plaque des Justes***

***Seul le prononcé fait foi***

Monsieur le Ministre,

Monsieur l'Ambassadeur,

Mesdames et Messieurs les Préfets,

Monsieur le Président du Comité français pour Yad Vashem,

Monsieur le Président du Mémorial de la Shoah,

Monsieur le Président du Conseil représentatif des institutions juives  
de France,

Mesdames et Messieurs les représentants des cultes,

Mesdames et Messieurs les descendants des Justes,

Mesdames et Messieurs,

Dans quelques jours, nous commémorerons le 80<sup>e</sup> anniversaire de la libération du camp d'Auschwitz. Dans ce camp, un million d'hommes, de femmes et d'enfants périrent parce qu'ils étaient Juifs. De toute l'Europe ils arrivaient, souvent pour mourir aussitôt : de Pologne, d'Allemagne, de République Tchèque. De France aussi.

Parmi les 320 000 Français de confession juive que comptait notre pays avant le déclenchement de la guerre, 76 000 furent déportés et trouvèrent la mort, dont plus de 11 000 enfants.

Il y a trente ans, Jacques Chirac eut le courage de reconnaître que cette entreprise de mort fut réalisée avec le concours de l'appareil d'Etat. Des fonctionnaires se firent les expéditeurs zélés des basses besognes de l'ennemi. Certains par conviction, d'autres par ambition. D'autres encore, et c'est peut-être pire, par soumission.

Par cette participation ordinaire à une machinerie bureaucratique dont ils avaient renoncé à questionner les fins et les fondements. C'est ce qu'Hannah Arendt a appelé la « banalité du mal ». Ceux qui y cédèrent n'étaient pas la France, mais ils étaient Français.

Albert Camus écrivait qu'il est « bon qu'une nation soit assez forte de tradition et d'honneur pour trouver le courage de dénoncer ses propres erreurs ». Mais, ajoutait-il immédiatement, « elle ne doit jamais oublier les raisons qu'elle peut avoir encore de s'estimer elle-même ».

Et c'est pourquoi nous sommes là, aujourd'hui.

Contre les Français qui menèrent leur pays au bord du précipice moral, il y eut tous ceux qui le retinrent, pour qu'il ne tombe pas. Contre la banalité du mal, il y eut l'exceptionnelle solidarité des petits gestes, grâce à laquelle les trois quarts des Juifs de notre pays échappèrent à la traque. Dans l'obscurité qui s'était abattue sur la France, des milliers de lumières s'allumèrent pour sauver des vies, mais aussi l'âme de notre nation.

Combien étaient-ils réellement ? Nous ne le saurons jamais. Mais tous connaissaient les risques. Au péril de leur vie, de celle de leur famille, ils n'hésitèrent pas à braver les interdits, à défier l'ordre tyrannique pour tendre la main à des gens qu'ils n'avaient jamais vus, et que pour beaucoup ils ne verraient jamais plus ; pour aider des hommes et des femmes dont ils ne savaient rien si ce n'est l'essentiel : qu'ils étaient leurs frères en humanité et qu'en les sauvant, ils nous sauvaient tous.

C'étaient des Français ordinaires, que rien ne prédestinait à devoir faire ce choix mais qui le firent d'autant plus instinctivement qu'il était le seul qui, pour eux, s'imposait.

Aujourd'hui, nous sommes réunis pour rendre hommage à 98 d'entre eux. 98 Justes parmi les nations, membres du corps préfectoral, personnels de préfecture, policiers, gendarmes et pompiers. Leur mérite n'était pas plus grand que celui des autres. Mais peut-être avaient-ils un supplément de courage. Car plus que

les autres, ces fonctionnaires savaient de quoi la bureaucratie totalitaire de l'ennemi était capable. Les arrestations brutales, les horreurs de la torture, et souvent la déportation puis la mort. Malgré ces risques, ils n'hésitèrent pas. Ils désobéirent pour ne pas avoir à trahir. Ne pas trahir leur promesse de servir la France, leur serment de protéger tous les Français, quels qu'ils soient.

Parmi eux, François Pinot, Pierre Marie, Charles Thouron, Charles Bouy et Edouard Vigneron. Tous les cinq étaient policiers affectés au service des étrangers du commissariat de Nancy. Le 18 juillet 1942, alors qu'ils étaient informés de la rafle qui devait avoir lieu le lendemain, ils décidèrent ensemble de prévenir un à un les 380 personnes figurant sur la liste. Grâce à leur geste, près de 350 d'entre elles furent sauvées. Leur bravoure ne s'arrêta pas là. Durant des mois, ils aidèrent des familles juives à passer en zone sud, des aviateurs alliés à échapper aux griffes de l'ennemi. Avant que certains d'entre eux, Pierre Marie et Edouard Vigneron, ne soient arrêtés puis emprisonnés.

Dans toute la France, il s'est trouvé des policiers, des gendarmes et des pompiers, mais aussi des hauts-fonctionnaires qui refusèrent de collaborer. Ils se firent passeurs, faussaires ou maquisards. Ils hébergeaient des Juifs dans leur propre famille, ou taisaient l'endroit où d'autres se cachaient. Si l'Histoire a retenu le Préfet Jean Moulin et les 2000 braves qui prirent d'assaut la Préfecture de Police et lancèrent le soulèvement de Paris, le 19 août 1944, nous n'oublions pas ces 98 Justes. Et nous rendons hommage à tous les autres qui sont morts, sans avoir cherché à faire connaître leurs hauts faits.

Cette plaque nous les rappellera. Elle nous rappellera leur exemple, leur refus de l'indifférence et de l'aveuglement, qui doivent plus que jamais nous inspirer. Car Primo-Lévi nous avait prévenus : « ce qui est arrivé peut recommencer, les consciences peuvent à nouveau être déviées et obscurcies : les nôtres aussi. »

Nous y sommes. Quatre-vingt ans après la fin de la Seconde Guerre mondiale, voici que se répand à nouveau le poison de

l'antisémitisme. Voici que nous assistons aujourd'hui, en France et Europe, aux mêmes scènes qu'hier : à Amsterdam, des personnes pourchassées dans la rue et lynchées parce qu'elles sont juives ; à Paris, des magasins tagués parce qu'ils appartiennent à des compatriotes Juifs ; et cette même peur d'être pris pour cible, qui s'installe.

Oui, l'antisémitisme ressurgit. Mais sous une forme radicalement nouvelle. Si le vieil antisémitisme d'extrême droite subsiste toujours, et s'il doit être combattu sans réserve, il n'a plus, loin de là, le monopole de la haine des juifs. Des crimes abjects de Merah au pogrom du 7 octobre, c'est sous les traits de l'islamisme, qui défigure la foi de nos compatriotes musulmans, que l'antisémitisme dévoile son visage. Le 7 octobre 2023 a d'ailleurs marqué le point de départ d'une longue série d'actes antisémites, partout dans le monde. La France n'a pas été épargnée. 1 242 faits antisémites ont été recensés entre le 7 octobre et le 31 décembre 2023, contre 434 entre le 1<sup>er</sup> janvier et 6 octobre 2023. Mais à l'islamisme des uns s'ajoutent le clientélisme des autres qui jouent avec le feu de l'antisionisme, pour de basses raisons électorales. L'antisionisme, c'est-à-dire, comme le soulignait si justement Jankélévitch, cette « incroyable aubaine qui donne la permission d'être antisémite au nom de la démocratie ».

Nous ne devons rien laisser passer. Je ne laisserai rien passer. Ni à ceux qui terrorisent, à travers leurs actes, ni à ceux qui minimisent, à travers leurs mots. Car non, trois fois non : l'antisémitisme n'est pas résiduel en France, comme certains l'ont scandaleusement affirmé. Alors que nos compatriotes juifs représentent moins de 1% de la population française, ils font l'objet de 57% des agressions racistes et antireligieuses. Ce sont les chiffres. Ils font peur. Ils font mal.

Ils font mal quand trop de nos compatriotes juifs se sentent seuls face à leur malheur. Seuls, ils ne le sont pas. Je veux dire à tous ces Français, que notre ministère sera toujours à leurs côtés. Tous les

moyens sont mis, et continueront d'être mis, au service de la protection de nos compatriotes de confession juive.

Mesdames et Messieurs, « l'antisémitisme est un cri de mort », affirmait le plus illustre de mes prédécesseurs, George Clemenceau. Il fut, en quelque sorte, un juste avant les Justes. Un juste qui s'éleva avec force contre l'injustice faite au capitaine Dreyfus, et qui ouvrit les colonnes de son journal, L'Aurore, au célèbre « J'accuse » d'Emile Zola. C'est d'ailleurs Clemenceau, qui eut le génie de ce titre magnifique, entré dans l'histoire.

Aujourd'hui, à ce cri de mort qu'évoquait Clemenceau, nous opposons un cri de vie : celui des cœurs français qui rendent hommage au courage, qui rendent justice à nos 98 justes, qui font la fierté de notre ministère, comme ils font l'honneur de la France.

Honneur aux justes. Honneur aux nôtres.

Vive la République,

Et Vive la France.